

**PROVINCE DE QUÉBEC  
MRC DE PAPINEAU**

Séance extraordinaire du conseil de la Municipalité de Duhamel, tenue le **12 août 2025**, à **15h00** à la salle du conseil sise au 1890 de la rue Principale, à Duhamel, sous la présidence du maire, Monsieur David Pharand.



**Sont présents** : Madame Denise Corneau et Marie-Céline Hébert, messieurs Michel Longtin, Raymond Bisson, Noël Picard et Gilles Payer

**Est absent** :

La directrice générale Mme Liette Quenneville est présente et agit à titre de secrétaire d'assemblée. Elle informe le Conseil que l'avis de convocation a été transmis conformément aux articles à tous les membres présents sur le territoire par un moyen technologique conformément aux articles 133 et 134 du Code de procédure civile (chapitre C-25.01).

Conformément au règlement 2024-04 sur la régie interne des séances du Conseil de la municipalité de Duhamel cette séance est enregistrée audio.

1. Ouverture de la séance extraordinaire par monsieur le maire
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Aide financière Coopérative de solidarité de Duhamel
4. Fin de mandat chargé de projet du sentier national
5. Adoption règlement 2025-07 relatif à la délégation et au suivi budgétaire
6. Période questions
7. Fermeture de la séance extraordinaire

**1. Ouverture de la séance extraordinaire**

**2025-08-**

**IL EST RÉSOLU**

D'ouvrir la séance extraordinaire du Conseil de la Municipalité de Duhamel à \_\_\_\_

\*\*\*

**2. Lecture et adoption de l'ordre du jour**

**2025-08-**

**IL EST RÉSOLU**

**QUE** les membres du Conseil approuvent l'ordre du jour tel que présenté.

\*\*\*

**3. Aide financière Coopérative de solidarité de Duhamel**

**2025-08-**

**CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité de Duhamel reconnaît l'importance de la Coopérative de solidarité de Duhamel dans le développement et le maintien du service d'essence à la communauté;

**CONSIDÉRANT QUE** l'article 91.1 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1) prévoit que « *Toute municipalité locale peut accorder une aide à toute coopérative de solidarité qui s'est, par ses statuts, interdit d'attribuer une ristourne ou de verser un intérêt sur toute catégorie de parts privilégiées, sauf si cette ristourne est attribuée ou si cet intérêt est versé à une municipalité, à l'Union des municipalités du Québec ou à la Fédération québécoise des municipalités locales et régionales (FQM) »;*

**CONSIDÉRANT QUE** la Coopérative de solidarité de Duhamel comporte, dans ses statuts, la disposition visée à l'article 91.1;

**CONSIDÉRANT QUE** l'aide financière accordée par la Municipalité vise à soutenir le maintien du service d'essence et d'améliorer les installations;

#### **IL EST RÉSOLU**

**QUE** le Conseil de la municipalité de Duhamel accorde à la Coopérative de solidarité de Duhamel une aide financière d'un montant de \_\_\_\_\_;

**QUE** la directrice générale est autorisée à effectuer le paiement à même le budget \_\_\_\_\_.

\*\*\*

#### **4. Fin de mandat chargé de projet du sentier national**

**CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité de Duhamel a retenu les services de monsieur Pascal Chartrand dans le cadre du projet de prolongement du Sentier national du Québec;

**CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité est actuellement en attente d'autorisations provenant de différents ministères;

**CONSIDÉRANT QU'**afin d'éviter un dédoublement des actions et d'optimiser l'utilisation des ressources municipales,

**CONSIDÉRANT QU'**il a été convenu de poursuivre les travaux en régie interne, ce qui permettra d'assurer une meilleure efficacité et la réalisation des tâches prévues à l'interne;

#### **IL EST RÉSOLU**

**QUE** le Conseil de la municipalité de Duhamel, met fin, à compter de ce jour, au mandat de monsieur Pascal Chartrand relativement au projet de prolongement du Sentier national au Québec.

**QU'**en 2026, la situation sera réévaluée et que la Municipalité pourra, selon les besoins du projet, retenir de nouveau ses services.

**QUE** toutes les sommes dues pour les heures travaillées, conformément aux termes de l'entente intervenue lui soit versées.

\*\*\*

#### **5. Adoption du règlement 2025-07 relatif à la délégation et au suivi budgétaire**

**CONSIDÉRANT QU'**en vertu du deuxième alinéa de l'article 960.1 du Code municipal du Québec, le conseil peut adopter un règlement en matière de contrôle et de suivi budgétaires;

**CONSIDÉRANT QUE** ce règlement doit prévoir notamment les moyens utilisés pour garantir la disponibilité des crédits, préalablement à la prise de toute décision autorisant une dépense, lesquels moyens peuvent varier selon l'autorité qui accorde l'autorisation de dépenses ou le type de dépenses projetées;

**CONSIDÉRANT QU'**en vertu du deuxième alinéa de l'article 165.1 du Code municipal du Québec, un engagement de salarié n'a d'effet que si, conformément au règlement adopté en vertu du deuxième alinéa de l'article 960.1, des crédits sont disponibles à cette fin;

**CONSIDÉRANT QU'**en vertu de l'article 961 du Code municipal du Québec, un règlement ou une résolution du conseil qui autorise une dépense n'a d'effet que si, conformément au règlement adopté en vertu du deuxième alinéa de l'article 960.1, des crédits sont disponibles pour les fins auxquelles la dépense est projetée;

**CONSIDÉRANT QU'**en vertu du quatrième alinéa de l'article 961.1 du Code municipal du Québec, une autorisation de dépenses accordée en vertu d'une délégation n'a d'effet que si, conformément au règlement adopté en vertu du deuxième alinéa de l'article 960.1, des crédits sont disponibles à cette fin;

**CONSIDÉRANT QUE** l'article 176.4 du Code municipal du Québec, et le cinquième alinéa de l'article 961.1 prévoient les modalités de reddition de comptes au conseil aux fins de contrôle et de suivi budgétaires;

**CONSIDÉRANT QUE** l'article 165.1 du Code municipal du Québec permet au conseil de déléguer à tout fonctionnaire ou employé de la municipalité qui n'est pas un salarié au sens du Code du travail le pouvoir d'engager tout fonctionnaire ou employé qui est un tel salarié et, par conséquent, le pouvoir d'autoriser une dépense à cette fin;

**CONSIDÉRANT QUE** le Conseil souhaite déléguer ce pouvoir au directeur général et greffier trésorier;

**CONSIDÉRANT QUE** l'avis de motion du présent règlement a été dûment donné lors de la séance ordinaire du Conseil tenue le 4 août 2025 et qu'un projet de règlement a été déposé lors de cette même séance;

**CONSIDÉRANT QU'**avis de motion a été donné à la séance du 4 août 2025;

## **IL EST RÉSOLU**

**QUE** le règlement portant le numéro 2025-07 soit et est adopté;

**QUE**, par ce règlement, le Conseil ordonne et décrète ce qui suit :

### **ARTICLE 1 PRÉAMBULE**

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du règlement.

### **ARTICLE 2 DÉFINITIONS**

Dans le présent article, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« **Responsable d'activité** » : Fonctionnaire ou employé de la municipalité responsable d'une enveloppe budgétaire qui lui a été confiée, laquelle comprend toute enveloppe budgétaire qui est sous la responsabilité d'un subalterne direct.

« **Exercice** » : Période comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre d'une année civile.

« **Dépenses de fonctionnement** » : Tout engagement financier se rapportant à l'ensemble des activités relatives à l'administration et à la gestion municipale.

« **Dépenses d'investissement** » : Tout engagement financier se rapportant aux dépenses en immobilisations.

« **Montant** » : Coût d'un bien ou d'un service incluant les frais de livraison et toutes les taxes sans tenir compte des remboursements de taxes applicables.

### **ARTICLE 3 OBJECTIFS DU RÈGLEMENT**

Le présent règlement établit les règles de contrôle, de suivi budgétaire et de reddition de comptes que tous les fonctionnaires et employés concernés de la municipalité doivent suivre.

Plus spécifiquement, il établit les règles de responsabilité et de fonctionnement requises pour que toute dépense à être engagée ou effectuée par un fonctionnaire ou un employé de la municipalité, y compris l'engagement d'un salarié, soit dûment autorisée après vérification de la disponibilité des crédits nécessaires.

Le présent règlement s'applique à toute affectation de crédits imputable aux activités financières ou aux activités d'investissement de l'exercice courant que le conseil peut être amené à adopter par résolution ou règlement.

Il établit également les règles de délégation d'autorisation de dépenser que le conseil se donne en vertu des premier et deuxième alinéa de l'article 961.1 du Code municipal du Québec.

### **ARTICLE 4 MESURES DE CONTRÔLE ET DU SUIVI BUDGÉTAIRES**

4.1 Les crédits nécessaires aux activités financières et aux activités d'investissement de la municipalité doivent être approuvés par le conseil préalablement à leur affectation à la réalisation des dépenses qui y sont reliées. Cette approbation de crédits revêt la forme d'un vote des crédits exprimé selon l'un des moyens suivants :

- L'adoption par le conseil du budget annuel ou d'un budget supplémentaire;
- L'adoption par le conseil d'un règlement d'emprunt
- L'adoption par le conseil d'une résolution ou d'un règlement par lequel des crédits sont affectés à partir de revenus excédentaires, du surplus accumulé, de réserves financières ou de fonds réservés.

4.2 Le directeur général et greffier-trésorier est responsable du maintien à jour du présent règlement. Il doit présenter au conseil pour adoption, s'il y a lieu, tout projet de modification dudit règlement qui s'avérerait nécessaire pour l'adapter à de nouvelles circonstances ou à un changement législatif l'affectant.

4.3 Le directeur général et greffier-trésorier est responsable de voir à ce que des contrôles internes adéquats soient mis et maintenus en place pour s'assurer de l'application et du respect du règlement par tous les fonctionnaires et employés de la municipalité.

4.4 Pour pouvoir être effectuée ou engagée, toute dépense doit être dûment autorisée par le conseil, un officier municipal autorisé ou un responsable d'activité budgétaire, conformément aux règles de délégation prescrites par ce règlement, et après vérification de la disponibilité des crédits nécessaires.

4.5 Tout fonctionnaire ou employé de la municipalité est responsable d'appliquer et de respecter le présent règlement en ce qui le concerne.

4.6 Tout responsable d'activité budgétaire doit observer le présent règlement lorsqu'il autorise une dépense relevant de sa responsabilité avant qu'elle ne soit engagée ou effectuée. Il ne peut autoriser que les dépenses relevant de sa compétence et n'engager les crédits prévus à son budget que pour les fins auxquelles ils sont affectés.

### **ARTICLE 5 DÉLÉGATION EXCLUSIVE POUR EMBAUCHE**

Dans le respect des sommes prévues au budget de l'année en cours, en incluant, s'il y a lieu, toute subvention salariale applicable, le conseil délègue exclusivement au directeur général et greffier-trésorier, le pouvoir d'autoriser les dépenses suivantes dans la mesure où elles n'excèdent pas l'échelle salariale en vigueur.

- a) L'engagement des employés surnuméraires, occasionnels et étudiants en s'assurant que les politiques et procédures de recrutement ont été respectées;
- b) Les frais de formation;
- c) Congrès, séminaires, colloques ou autres événements semblables.

**ET**

Le Conseil délègue au directeur général et greffier-trésorier le pouvoir d'engager tout fonctionnaire ou employé à l'exclusion des cadres qui est un salarié au sens du Code du travail qu'il soit ou non visé par la convention collective lorsqu'il s'agit :

**D'un remplacement temporaire**, pour cause d'absence, de maladie, de congé parental ou de vacances, d'un employé régulier ou occasionnel ;

**D'un emploi occasionnel**, saisonnier ou à durée déterminée, notamment pour répondre à un surcroît de travail ou pour l'exécution d'un mandat ponctuel ;

**D'un poste déjà autorisé** par le conseil dans l'organigramme et pour lequel les crédits budgétaires sont disponibles conformément au règlement adopté en vertu de l'article 960.1 de la Loi sur les cités et villes ;

**D'un stage ou emploi étudiant**, subventionné ou non, dans le cadre de programmes gouvernementaux ou municipaux ;

**De toute embauche urgente**, lorsque le délai de convocation du conseil pourrait compromettre la continuité des services municipaux, sous réserve que la situation soit rapportée au conseil à la séance suivante.

L'engagement n'a d'effet que si, conformément au présent règlement, des crédits sont disponibles à cette fin.

La liste des personnes engagées en vertu du premier alinéa doit être déposée lors d'une séance du conseil qui suit leur engagement. Cette liste doit préciser la date d'entrée en fonction, la date de fin d'emploi prévue, s'il s'agit d'un emploi à durée déterminée, et le ou les emplois pour lequel ou lesquels chaque personne a été embauchée ou nommée. »

**ARTICLE 6  
DÉLÉGATIONS AUX RESPONSABLES D'ACTIVITÉS**

Le conseil délègue son pouvoir d'autorisation de dépenser de la façon suivante :

Fourchette		Autorisation requise	
De	À	En général	Dans le cas spécifique des dépenses ou contrats pour des services professionnels
0 \$	1 000 \$	Directeur du Service de prévention des incendies	Directeur général

0 \$	5 000 \$	Directeur du Service des travaux publics	Directeur général
0 \$	25 000 \$	Directeur général	Directeur général
25 001 \$	et plus	Conseil	Conseil

Tout responsable d'activité budgétaire peut autoriser des dépenses et contracter au nom de la municipalité à la condition de n'engager le crédit de la municipalité que pour l'exercice courant et dans la limite des enveloppes budgétaires sous sa responsabilité.

#### **ARTICLE 7 DÉPENSES PARTICULIÈRES OU INCOMPRÉSSIBLES**

Certaines dépenses sont de nature particulière et sont même, dans certains cas, difficilement compressibles.

Cela étant, le directeur général et greffier-trésorier est autorisé à engager des dépenses et à payer les comptes suivants :

- a) Toute rémunération versée et les dépenses autorisées des membres du Conseil et des employés de la Ville;
- b) Les déductions à la source et les contributions de l'employeur aux avantages sociaux et aux charges sociales;
- c) Les taxes, licences et permis exigibles par divers paliers gouvernementaux;
- d) Les remboursements de dépôts temporaires, de retenues sur contrats, de cautionnement et de mandats perçus pour d'autres organismes;
- e) Les remboursements de taxes et des intérêts, conformément aux règlements en vigueur ainsi que le remboursement d'inscriptions diverses et de trop perçus, quelle que soit la nature du versement original;
- f) Les déboursés nécessaires pour effectuer les placements à court terme, en conformité avec les lois et règlements;
- g) Les paiements en vertu d'un jugement condamnant la Municipalité au paiement d'une somme;
- h) Les paiements à échéance du service de la dette aux banques et institutions concernées;
- i) Les paiements de factures des organismes d'utilités publiques pour les relevés mensuels ou périodiques de consommation ou d'utilisation, soit le téléphone, l'électricité, le gaz, le service postal, etc.;
- j) Les paiements faits en vertu d'un contrat de service passé entre la Municipalité et un tiers qui précise les termes de ces paiements;
- k) Tout paiement permettant d'obtenir des documents, objets ou services nécessaires aux opérations courantes de la Municipalité et dont l'obtention ne peut être faite que contre paiement comptant;
- l) Les paiements de factures permettant de bénéficier d'un escompte sur paiement avant une date déterminée ;
- m) Les frais de banque et les intérêts sur emprunts temporaires;
- n) Les factures de carburant, d'huile à chauffage, de gaz propane et de gaz naturel;
- o) Les frais de service de courriers;
- p) Les paiements de toutes factures pour des travaux, des biens ou des services rendus conformément au présent règlement;
- q) Les dépenses fixées par une loi, un règlement, un décret gouvernemental ou dont l'obligation de payer pour la Municipalité est prévue dans une telle loi, règlement ou décret, payables à quelque titre que ce soit aux gouvernements, un de leurs organismes ou sociétés d'État.

Lors de la préparation du budget de chaque exercice, le directeur général et greffier-trésorier ou le directeur général adjoint et greffier-trésorier, selon le cas, doit s'assurer que les crédits nécessaires à ces dépenses particulières sont correctement pourvus au budget. Complémentairement, chaque responsable d'activité budgétaire concerné doit s'assurer en début d'exercice que son budget couvre effectivement lesdites dépenses dont il est responsable.

## **ARTICLE 8 VARIATION BUDGÉTAIRE**

Pour vérifier la disponibilité des crédits préalablement à l'autorisation d'une dépense, le responsable de l'activité budgétaire concerné s'appuie sur le système comptable en vigueur dans la Municipalité.

Il en est de même pour le directeur général et greffier-trésorier ou l'adjoint, le cas échéant, lorsque l'un ou l'autre doit autoriser une dépense ou soumettre une dépense pour autorisation au conseil.

Si la vérification des crédits disponibles démontre une insuffisance de crédits le responsable de l'activité budgétaire doit procéder selon la Politique des variations budgétaires.

## **ARTICLE 9 MODALITÉS GÉNÉRALES DU CONTRÔLE ET DU SUIVI BUDGÉTAIRES**

9.1 Toute autorisation de dépenses, incluant celle émanant du conseil lui-même, doit faire l'objet d'un certificat du directeur général et greffier-trésorier, attestant de la disponibilité des crédits nécessaires. Le directeur général et greffier-trésorier, peut émettre ce certificat en début d'exercice pour les dépenses prévues au budget lors de son adoption ou suite à son adoption. Des certificats spécifiques doivent cependant être émis en cours d'exercice pour des dépenses non déjà prévues au budget initial et qui nécessitent un budget supplémentaire ou l'affectation de crédits par le conseil.

9.2 Hormis le fait que les dépenses prévues au budget aient fait l'objet d'un certificat du directeur général et greffier-trésorier en début d'exercice, chaque responsable d'activité budgétaire, ou le directeur général et greffier-trésorier le cas échéant, doit vérifier l'enveloppe budgétaire encore disponible avant d'autoriser, ou faire autoriser par le conseil, des dépenses en cours d'exercice. Pour ce faire, on réfère aux registres comptables en vigueur dans la municipalité sinon au directeur général et greffier-trésorier lui-même.

9.3 Si la vérification de l'enveloppe budgétaire disponible démontre une insuffisance budgétaire dépassant la limite prévue à la *Politique de variation budgétaire*, le responsable d'activité budgétaire, ou directeur général et greffier-trésorier le cas échéant, doit suivre les instructions prévues à ladite politique.

9.4 Un fonctionnaire ou employé qui n'est pas un responsable d'activité budgétaire ne peut autoriser lui-même quelque dépense que ce soit. Il peut toutefois engager ou effectuer une dépense, qui a été dûment autorisée au préalable, s'il en a reçu le mandat ou si sa description de tâches le prévoit.

9.5 Si, à des fins urgentes, un fonctionnaire ou employé doit encourir une dépense sans autorisation, il doit en aviser après coup le responsable d'activité budgétaire concerné dans le meilleur délai et lui remettre les relevés, factures ou reçus en cause.

## **ARTICLE 10 ENGAGEMENTS S'ÉTENDANT AU-DELÀ DE L'EXERCICE COURANT**

Toute autorisation d'un engagement de dépenses qui s'étend au-delà de l'exercice courant doit au préalable faire l'objet d'une vérification des crédits disponibles pour la partie imputable dans l'exercice courant.

Lors de la préparation du budget de chaque exercice, le directeur général et greffier-trésorier doit s'assurer que les crédits nécessaires aux dépenses engagées antérieurement à être imputées aux activités financières de l'exercice sont correctement pourvus au budget.

#### **ARTICLE 11** **SUIVI ET REDDITION DE COMPTES BUDGÉTAIRES**

11.1 Tel que prescrit par l'article 176.4 du Code municipal du Québec, le directeur général et greffier-trésorier doit, au cours de chaque semestre, préparer et déposer, lors d'une séance du conseil, deux états comparatifs portant sur les revenus et les dépenses de la municipalité.

Les états comparatifs à être déposés au cours du premier semestre doivent l'être au plus tard lors d'une séance ordinaire tenue au mois de mai. Ceux à être déposés au cours du second semestre doivent l'être lors de la dernière séance ordinaire tenue au moins quatre semaines avant la séance où le budget de l'exercice financier suivant doit être adopté.

11.2 Afin que la municipalité se conforme à l'article 176.5 et au cinquième alinéa de l'article 961.1 du Code municipal du Québec, le directeur général et greffier-trésorier doit aussi préparer et déposer périodiquement au conseil lors d'une séance ordinaire un rapport des dépenses autorisées par tout responsable d'activité budgétaire dans le cadre de la délégation permise à l'article 3.1. Ce rapport peut consister en une liste des déboursés effectués. Il doit au moins comprendre toutes les transactions effectuées précédemment à un délai de 25 jours avant son dépôt, qui n'avaient pas déjà été rapportées.

#### **ARTICLE 12** **ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement abroge toute disposition contraire et entre en vigueur suivant la loi.

#### **6. Période de questions**

#### **7. Levée de la séance**

#### **IL EST RÉSOLU**

**QUE** la séance soit et est levée à \_\_\_\_\_.

\*\*\*

---

David Pharand  
Maire

---

Monique Dupuis  
Directrice générale adjointe